NOTE

DE LA GUERRE HYBRIDE ET DU SEXE DES ANGES (2/2)

Aller vers davantage de cohérence militaire

Frédéric Mauro / Chercheur associé à l'IRIS

Octobre 2026

PRÉSENTATION DE L'AUTEUR

Frédéric Mauro / Chercheur associé à l'IRIS

Frédéric Mauro est chercheur associé à l'IRIS, avocat au barreau de Bruxelles, spécialiste des questions de défense européenne. Il est l'auteur de plusieurs rapports pour la Commission européenne et le Parlement européen, dont le futur de la recherche de défense européenne, la coopération structurée permanente, le Livre blanc de défense européen et la planification de défense.

Il a publié en 2019, le livre Défendre l'Europe – plaidoyer pour une armée européenne (éd. Nuvis) avec Olivier Jehin.

PROGRAMME
EUROPE, UNION EUROPÉENNE, OTAN

Le programme Europe, UE, OTAN vise à analyser d'une part les mutations du continent européen sur le plan politique, économique et stratégique et, d'autre part, à décrypter les rôles respectifs de l'Union européenne et de l'OTAN dans les affaires géopolitiques mondiales.

Il s'appuie sur des études et notes de consultance, des capsules vidéos et audios, des séminaires restreints, des conférences grand public et des formations continues et initiales.

Il est co-dirigé par Federico Santopinto, directeur de recherche à l'IRIS, et Louise Souverbie, chercheuse à l'IRIS.

iris-france.org

@InstitutIRIS

@InstitutIRIS

institut_iris

IRIS

IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

© IRIS - Tous droits réservés

Dans une récente pièce de doctrine, intitulée « l'Europe peut se défendre seule », le général d'armée aérienne, Éric Autellet, qui a occupé le poste de Major général des armées, deuxième plus haute fonction militaire des forces armées françaises de 2021 à 2023, affirmait de façon éclairante et qui mérite d'être rapportée intégralement que :

« Le premier problème de la défense européenne n'est pas un problème d'argent, mais de cohérence. Or, la cohérence, contrairement à un budget, ne peut pas être votée tous les ans. (…) si l'Europe veut être capable de se défendre en 2050, elle ne doit pas uniquement y consacrer un budget hors norme, mais aussi aligner sa recherche, son équipement, ses ressources humaines, sa doctrine et sa volonté stratégique de façon à former un tout cohérent et crédible. (…) Les budgets de la défense européenne ont beau augmenter dans tous les pays, ils ne donneront lieu qu'à des capacités fragmentées et des chaînes de production qui feront double emploi, le tout sans vision politique coordonnée.»[1]

De fait, la capacité d'une entité politique à se défendre dépend d'abord et avant tout de la cohérence militaire de ses forces, laquelle ne dépend qu'en partie de ses « capacités militaires » au sens propre (les équipements), mais aussi de leurs performances, de leur quantité, de la capacité de l'industrie à les renouveler après le premier choc, de l'entraînement et de la discipline de ceux qui les opèrent, de la façon dont ils sont utilisés, de la stratégie déployée par ceux qui les commandent, de la capacité de cette entité à les transporter sur le champ de bataille (à supposer qu'on puisse encore parler de « front » et « d'arrière » dans la guerre qui se déroule sous nos yeux) et encore d'une multitude d'autres facteurs que n'enferme que partiellement l'acronyme DORESE utilisé dans les armées françaises (Doctrine, Organisation, Ressources humaines, Équipement , Soutien des forces, Entraînement) et son équivalent à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) : DOTMLPF-I. (*Doctrine- Organisation - Training - Materiel - Leadership and education - Personnel - Facilities - Interoperability*).

Une telle cohérence militaire s'établit dans le temps long par la répétition de deux types d'exercices.

Une planification de défense européenne

C'est, pour simplifier, le processus par lequel un État, ou une alliance, détermine, dans la durée, les orientations, les objectifs et les moyens de sa politique de défense et dessine en

[1]Eric Autellet, « L'Europe peut se défendre seule », *Le Grand Continent*, 21 septembre 2026, https://legrandcontinent.eu/fr/2026/09/21/leurope-peut-se-defendre-seule/.

conséquence l'outil militaire dont il estime avoir besoin pour faire face à ses menaces ou pour satisfaire ses ambitions. Elle part d'une lecture de l'environnement stratégique (menaces, risques, alliés, objectifs) et aboutit à des choix publics : missions assignées aux forces, formats d'armée, équilibre entre dissuasion, protection et projection, posture, budgets... La planification capacitaire est une sous-dimension plus spécialisée et opérationnelle de la première. Elle répond à la question : « quelles capacités militaires faut-il développer, acquérir, maintenir ou retirer, pour exécuter les missions fixées ? ». Dans un processus de planification complet, cet exercice doit aboutir à l'attribution de « cibles capacitaires » entre alliés, pour savoir qui et dans quel calendrier doit fournir telles ou telles capacitaires.

Dans l'OTAN cet exercice prend le nom de *NATO Defence Planning Process* plus connu sous son acronyme de NDPP. Dans l'Union européenne (UE) un exercice similaire est mené au sein de l'État-Major de l'Union (EMUE) sous le nom de *Headline Goal Process*, mais il ne débouche pas sur l'attribution de cibles capacitaires. Par ailleurs, le but de l'exercice est très différent du NDPP, car contrairement à ce dernier l'objectif n'est pas de construire un outil de défense destiné à la défense collective des alliés européens – en y incluant les capacités américaines – mais à construire une capacité opérationnelle pour la gestion de crise, en dehors de l'Union européenne et sans l'aide des forces américaines. De surcroît ce processus est compliqué par l'adjonction d'une phase purement industrielle confiée à l'Agence européenne de défense (AED), agence intergouvernementale fonctionnant selon la règle de l'unanimité.

Il faudrait donc, dans l'idéal que les Européens se dotent d'un processus de planification qui leur soit propre, soit en planifiant à l'intérieur du NDPP sans tenir compte des capacités américaines, soit en dehors du NDPP par la création d'une sorte de EU-DPP, ce qui supposerait une réforme significative de l'AED et de l'EMUE, voire une fusion de l'AED avec l'OCCAr (l'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement) qui est l'organisme qui est en réalité privilégié par les États européens pour les grands programmes d'armement. Or, aucune de ces solutions n'a pour l'instant été envisagée par les décideurs européens.

Quoi qu'il en soit ces solutions n'arriveraient que trop tardivement pour faire face à une escalade russe, dont nous avons estimé qu'elle était imminente. De plus, tous ces cycles de planification, qui ont constitué le « ciment » de l'OTAN pendant une grande partie de la guerre froide et plus encore depuis sa fin, ne seraient pas nécessairement adaptés aux types de guerres que nous connaissons avec l'Ukraine et l'Iran et dans lesquelles la vitesse constitue l'essence même de la stratégie, l'industrie son moteur et l'innovation son carburant[2].

[2] Pierre Vandier, « La vitesse est la matrice de la nouvelle puissance », *Le Grand Continent*, 28 avril 2026, https://legrandcontinent.eu/fr/2026/04/28/la-vitesse-matrice-nouvelle-puissance/.

Une préparation et une planification opérationnelles des forces européennes

Le deuxième moyen d'apporter davantage de cohérence aux forces militaires européennes est la préparation opérationnelle qui produit la capacité à exécuter les plans (entraînement, génération de forces) ainsi que la planification opérationnelle, qui est le processus par lequel un état-major conçoit, formule, coordonne et prépare l'exécution d'une opération militaire. Préparation opérationnelle et planification opérationnelle sont étroitement articulées et complétées par une troisième phase qui est le « retour d'expérience opérationnelle » constaté pendant la planification et l'exécution.

Pour faire cela, les forces européennes dépendent étroitement du commandement militaire intégré de l'OTAN, actuellement situé à Mons en Belgique et sous l'autorité du SACEUR américain. Envisager que les forces européennes puissent affronter une offensive militaire russe, même très limitée, si les forces américaines recevaient – au pied de l'obstacle - l'ordre du décideur politique ultime, le président des États-Unis, de ne pas s'engager est un pur cauchemar.

En effet, si depuis la réforme intervenue en 2026, il y a eu, en apparence, une « européanisation » des commandements de théâtre (Norfolk pour l'Atlantique, Naples pour le Sud et Brunssum pour le flanc Est), tous les centres opérationnels de commandement de l'Alliance (MARCOM, LANDCOM, AIRCOM et bien sûr SACEUR), sont désormais aux mains d'officiers américains.

Or, comme le souligne le général Autellet dans son analyse précitée, « la dépendance la plus structurelle de l'Europe, et la moins évoquée est de nature numérique :

« Le commandement et le contrôle, le ciblage, la fusion du renseignement, la guerre électronique, la logistique et la connectivité du champ de bataille reposent sur une infrastructure désormais essentiellement digitalisée ainsi que sur les personnes ou les programmes qui la configurent et l'entretiennent. C'est là que le bât blesse. Une défense qui ne contrôle pas son code ne contrôle pas ses forces. Si l'Europe ne maîtrise pas sa propre infrastructure numérique et ne garantit pas les compétences dont dépend sa souveraineté, elle se condamne à une vassalisation pure et simple. »

Cet ensemble numérique constitue, pour simplifier à gros traits, ce qu'il est convenu d'appeler le « cloud de combat », c'est-à-dire tous les services numériques qui permettent de coordonner les opérations militaires ainsi que la majorité des logiciels de bureautique et de travail collaboratif. Ce n'est qu'après que viennent les capacités dites critiques, en nombre et

en qualité, qui sont évoquées dans les analyses capacitaires et qui viennent se brancher sur ce *Command and Control* (C2) : drones, défense anti-aérienne, satellites, transports, etc.

Du reste, si les forces ukrainiennes ont su résister aussi vaillamment à l'agression russe c'est sans aucun doute grâce à leur bravoure, à l'innovation de leur base industrielle ainsi qu'aux talents de leurs généraux, et à l'aide fournie par les Européens et les Américains, sous la présidence de Joe Biden, mais c'est aussi en grande partie grâce au système de communication fourni par les *hyperscalers* américains (*Starlink*) et aux logiciels de fusion du renseignement et de guide à l'action (*Maven Smart*).

Pour gagner en cohérence aussi vite que possible, les forces européennes devraient de façon urgente se concentrer sur la mise en place d'un C2 européen, capable d'opérer sans les Américains, en mettant à profit dans toute la mesure du possible les infrastructures de l'OTAN (payées à 84 % par les Européens, les Canadiens et les Turcs) ou alors à développer une capacité de conduite des opérations militaires purement européenne. C'est la voie suivie par la constitution d'une « MPCC » (*Military Planning and Conduct Capability*) au sein de l'EMUE et que les États membres de l'Union européenne n'arrivent toujours pas à mettre en place…

À défaut d'entente les États vont se lancer dans des solutions nationales. C'est déjà le cas de la France avec son projet Arcadia, très inspiré du système delta, développé par les Ukrainiens[3]. La partie semble mieux engagée dans le domaine satellitaire avec le projet IRIS² dont l'objectif est de constituer une constellation souveraine de 348 satellites, pilotée par le consortium SpaceRISE (SES, Eutelsat, Hispasat) avec un budget supérieur à 15,6 milliards d'euros. Toutefois, l'Allemagne a annoncé en mars 2026 un programme national de satellites militaires, GXE, en parallèle, et parfois contre - d'IRIS². Comme à leur habitude, les États européens jouent solo dès qu'ils le peuvent.

C'est précisément la raison pour laquelle, au-delà des problèmes de compétence technique et de partage industriel, la cohérence militaire passe nécessairement par une plus grande cohésion politique, c'est-à-dire par la constitution – pour les États européens - d'une « aptitude à décider » ensemble, même et surtout, en cas de désaccord.

De la même façon que l'on commence toujours une maison par les fondations, il faut donc commencer la défense européenne par le volet qui rebute le plus et qui est le plus difficile à réaliser : le volet institutionnel sensé répondre aux questions fondamentales du « qui » (tous les États ou seulement une avant-garde), du « comment » (modalités de décision,

[3] Nicolas Barotte, « Avec Arcadia, l'armée française révolutionne son système de commandement », *Le Figaro*, 2 octobre 2026, https://www.lefigaro.fr/international/avec-arcadia-l-armee-veut-gagner-la-bataille-du-commandement-20261001.

financement) et à quelles « fins » (défense territoriale ou gestion de crise) ? En d'autres termes, la cohérence militaire est fille de la cohésion politique.

CONSTRUIRE LA COHÉSION POLITIQUE ENTRE ÉTATS EUROPÉENS ET PRÉSERVER LA COHÉSION DES SOCIÉTÉS

Jusqu'à présent, toutes les initiatives prises en matière de défense européenne, à l'exception de celles prises par la Commission européenne, ont eu pour objectif de préserver le principe d'unanimité dans la prise de décision, et ce afin de ménager les intérêts particuliers des États membres, au détriment de l'intérêt général européen. Le résultat en est que le pouvoir d'empêcher a été plus fort, que le pouvoir de construire et que la défense de l'Europe, par l'Europe, pour l'Europe n'est encore qu'un rêve qu'il faut murmurer tout bas.

Or, pour que la défense européenne advienne, il faudrait d'abord décider… comment décider de façon efficace, c'est-à-dire non pas à l'unanimité, de façon ponctuelle sur tel ou tel sujet, mais de façon « permanente » et « structurée » comme aurait dû en théorie le permettre la coopération du même nom, prévue dans le traité sur l'Union européenne (art. 42.6 et protocole n°10), activée en 2017, mais dénaturée par la mise en œuvre qui en a été faite.

C'est le saut quantique que les Européens n'ont jamais réussi à effectuer, en dépit de tous leurs efforts, dans la longue histoire de « l'Europe de la défense ».

L'initiative européenne d'intervention

L'initiative européenne d'intervention (IEI) a été lancée par le président Macron lors de son discours de la Sorbonne en 2017. Elle visait à créer au sein d'un groupe de quatorze États européens « capables et volontaires »[4], les conditions préalables à des engagements opérationnels conjoints dans divers scénarios d'intervention militaire prédéfinis : échanges d'officiers de liaison, exercices communs d'anticipation et de planification, partage de doctrine, de renseignements et élaboration de scénarios de crise. Formellement, l'IEI n'a jamais été dissoute et son cadre existe toujours, mais elle a nettement perdu en visibilité depuis 2020-2021. Ses travaux (réunions ministérielles, *Military European Strategic Talks*) se sont poursuivis discrètement, mais sans opération emblématique.

[4] France, Allemagne, Royaume-Uni, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Danemark, Estonie, Espagne, Portugal, Finlande, Suède, Norvège et Italie.

La coalition des volontaires

À la différence de l'IEI, la « coalition des volontaires » lancée en mars 2025 à l'initiative du président tchèque, Petr Pavel, n'est pas strictement européenne puisqu'elle regroupe seize États[5], dont le Japon, la Nouvelle-Zélande, le Canada, l'Australie et même l'OTAN. Son avantage par rapport à l'IEI est qu'elle dispose d'un état-major permanent, basé au Mont-Valérien en France, dont le commandement alterne entre la France et le Royaume-Uni tous les douze mois, avec un quartier général avancé à Kiev. Son inconvénient est qu'elle est contingente - son déclenchement est lié à un cessez-le-feu entre la Russie et l'Ukraine - *ad hoc* – créée pour une occasion unique - et la participation révocable. Il est donc difficile d'espérer qu'elle produise des effets « structurants » et « permanents ».

La dissuasion nucléaire avancée

Telle qu'explicitée par Emmanuel Macron dans son discours de l'île Longue en mars 2026 l'évolution de la doctrine nucléaire française a pour objectif de structurer autour de la force de dissuasion nucléaire française, un ensemble de pays[6] susceptibles de participer à des exercices communs, des consultations stratégiques et d'éventuels déploiements temporaires de forces stratégiques françaises, tout en complétant (sans la remplacer) la dissuasion de l'OTAN. Cette initiative ne crée pas de « bouton nucléaire européen » et il n'a jamais été envisagé un quelconque partage de la décision ultime. Toutefois en associant d'autres États membres européens à la constitution d'une force (aérienne et peut-être maritime) capable d'épauler ses propres forces nucléaires, la France crée *de facto* un groupe de soutien stratégique mutuel qui pourrait se révéler à moyen long terme un facteur de cohésion aussi important que l'a été le *Nuclear Planning Group* de l'OTAN. Rappelons qu'au sein de ce dernier groupe, il n'y a aucun partage de la décision d'emploi des armes nucléaires tactiques américaines, qui reste de la seule compétence du président américain.

Le Conseil européen de sécurité

La dernière initiative en date est celle proposée par la présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen, dans son discours sur l'état de l'Union du 16 septembre 2026. Elle a déclaré en effet vouloir aller plus loin que la simple mise en place d'une procédure de consultation entre États membres en cas d'attaques hybrides (l'équivalent de l'article 4 du

[5] France, Royaume-Uni, Allemagne, Italie, Espagne, Pologne, Pays-Bas, Danemark, Suède, Finlande, Norvège, Tchéquie, Roumanie, Canada, Australie, Turquie, plus l'OTAN et l'UE auxquels se sont joints à des degrés divers le Japon et la Nouvelle-Zélande et d'autres pays.

[6] Royaume-Uni, Allemagne, Pologne, Pays-Bas, Belgique, Grèce, Suède, Danemark, Norvège et Finlande.

traité de l'Atlantique Nord), en faisant des « propositions » pour un « Conseil européen de sécurité ».

L'idée d'un tel conseil n'est pas nouvelle. Elle remonte au sommet de Meseberg en 2018 entre Emmanuel Macron et Angela Merkel. Les deux dirigeants européens s'étaient déclarés favorables à la création d'un « Conseil de sécurité de l'Union européenne » afin de favoriser la prise de décision à la majorité qualifiée[7]. Cette idée a ensuite disparu de l'agenda politique, pour réapparaître en 2026 à l'initiative du Commissaire européen à la défense, Andrius Kubilius[8]. Mais pour l'instant rien de concret n'est sorti dans l'attente des propositions de la Commission[9]. Et pour cause la création d'un tel Conseil relève des États membres, lesquels ne semblent pas pressés de mettre en commun leurs outils de défense[10].

Nous en sommes là et plus la menace russe s'accroît, moins les dirigeants européens semblent enclins à ouvrir la boîte de Pandore institutionnelle. Ils se réfugient, comme ils l'ont toujours fait, dans des solutions « pragmatiques » et « réalistes » qui sont autant de cautères sur des jambes de bois. Par ailleurs, les relations franco-allemandes sont dans un état exécrable et les Américains font à Bruxelles et dans les capitales un lobby d'une violence incroyable pour lutter contre l'instauration d'une quelconque « préférence européenne ». Il faut donc trouver des ressorts ailleurs que dans la simple politique.

[7] Site de l'Elysée, consulté le 2 octobre : « *To look into new ways of increasing the speed and effectiveness of the EU's decision making in our Common Foreign and Security Policy. We need a European debate on new formats, such as an EU Security Council and means of closer coordination, within the EU and in external fora. We should also explore possibilities of using majority vote in the field of the Common Foreign and Security Policy in the framework of a broader debate on majority vote regarding EU policies », https://www.elysee.fr/en/emmanuel-macron/2018/06/19/meseberg-declaration-renewing-europes-promises-of-security-and-prosperity*

[8] Discours de Sälen en Suède (SPEECH/26/69) à la conférence « Europe under pressure » et « The Case for a European Security Council » publié sur son blog le 28 janvier 2026 ce texte constitue sa référence initiale. Kubilius y plaide pour la formalisation de la plateforme informelle E5+ (les cinq grands États membres) en un *European Security Council* - avec de « grands » membres permanents (les E5), des membres tournants, les dirigeants des institutions de l'UE, et le Royaume-Uni invité lorsque la « défense européenne » au sens large est discutée ; le plus haut niveau serait la réunion des chefs d'État et de gouvernement. Il y précise que le CES devrait être « plus qu'un instrument de gestion de crise », avec « le rôle de coordination le plus élevé en temps de paix comme en période de préparation », notamment pour piloter la mise en œuvre du *Roadmap on Defence Readiness 2030*. Il y évoque aussi le rôle de ce Conseil dans une crise existentielle afin de coordonner la mise en œuvre de l'article 42(7) TUE, https://andriuskubilius.lt/en/on-europeanization-of-european-conventional-defence-full/

[9] Notons toutefois que selon *The Rapporteur*, « Commission to propose radical decision-making overhaul for larger EU, 29 septembre 2026 - la Commission européenne doit présenter un plan pour préparer l'UE à un élargissement à plus de 30 membres, sans modifier les traités de Lisbonne : la Commission propose un vaste recours à la majorité qualifiée (au lieu de l'unanimité) dans des domaines comme les sanctions, les droits de l'homme, la défense et la fiscalité, notamment via les clauses passerelles de l'article 48(7) TUE.

[10] Le Conseil européen dans la nouvelle « architecture de réaction aux menaces spatiales » s'en tient à la procédure de prise de décision à l'unanimité. Ce n'est qu'en cas d'urgence, que le Haut représentant pourra adopter une réaction provisoire avant que le Conseil ne se prononce. Celui-ci devra ensuite confirmer, modifier ou annuler cette réaction au plus tard quatre semaines après son adoption – B2 - « L'Union européenne se prépare à répondre aux menaces dans l'espace », 29 septembre 2026

PRÉSERVER LA COHÉSION SOCIALE DES SOCIÉTÉS EUROPÉENNES

La cohésion entre Européens doit également s'accomplir au niveau des citoyens, au sein même de nos sociétés. Car c'est au niveau des citoyens que se joue la bataille des perceptions. C'est là que sont menées toutes sortes « d'opérations psychologiques »[11] visant à gagner la guerre sans avoir à la mener. Encore trop nombreux sont ceux qui pensent, malgré toute évidence, que la Crimée est naturellement russe et que « librement les habitants de Crimée s'étaient expliqués par le vote pour être rattachés à la Russie »[12]… Toute la question est de savoir comment les dirigeants européens peuvent contrebattre ces opérations et sortir leurs populations de leur torpeur, de ce brouillard de guerre sans cesse plus épais ?

Admettre et faire admettre que nous sommes en guerre avec la Russie

Oui, nous sommes bien en guerre et la Russie est notre ennemie. Cela tout simplement parce que si l'on peut choisir ses amis, on ne choisit pas ses ennemis ; ce sont eux qui le font pour vous. Or, le gouvernement russe a depuis longtemps déclaré que l'Union européenne et plus largement les États européens étaient ses ennemis. À quoi sert donc de proclamer son amitié pour quelqu'un qui vous veut du mal ?

Certes il ne s'agit pas d'une guerre ouverte où des soldats européens en uniforme combattent des soldats russes, mais la guerre est un caméléon qui ne cesse de changer de forme et d'apparence. Depuis 1945, la déclaration de guerre formelle a disparu du droit international. Les États préfèrent agir sans déclaration, ou sous des euphémismes comme « opération militaire spéciale », pensant peut-être éviter de s'exposer juridiquement comme agresseurs.

Plus que jamais, il existe un *continuum* qui va de la paix à la guerre ouverte, une sorte d'échelle que l'on peut monter ou redescendre graduellement. La question est de savoir sur quel barreau de cette échelle on se trouve avant d'arriver sur celui de la guerre ouverte. Or la Russie est déjà haut perchée sur cette échelle et nous regarde de haut. Il faut donc arrêter de considérer la guerre en Ukraine comme un spectacle extérieur dont nous serions étrangers. Qu'on le veuille ou non, nous sommes nous aussi sur la scène.

Admettre que l'enjeu de cette guerre est l'unité européenne

La deuxième chose à faire admettre à nos opinions publiques est que ce qui est en jeu dans cette guerre n'est rien de moins que l'Union européenne, qui est notre seul vecteur de

[11] Dans le langage militaire, les « opérations psychologiques » ou « *psyops* » constituent une forme d'actions spéciales menées par des services dédiés.
[12] Propos de Marine Le Pen en 2023 rapportés dans leur intégralité par Lou Fritel, « Marine Le Pen peut-elle vraiment rompre avec Poutine ? », *Le Grand Continent*, 28 septembre 2026, https://legrandcontinent.eu/fr/2026/09/28/marine-le-pen-peut-elle-vraiment-rompre-avec-poutine/.

puissance dans le monde actuel, et que l'Ukraine est notre premier rempart. Défendre l'Ukraine c'est non seulement défendre les Ukrainiens, mais défendre notre Union et ce qui la maintient debout, à savoir nos valeurs et notre unité politique. Tous les partis qui actuellement proposent un repli nationaliste et font de l'Union européenne leur bouc émissaire proposent en réalité un « grand rétrécissement » de notre puissance et de nos valeurs.

Contrairement à ce qu'avancent les populistes, il n'y a pas de choix à faire entre nos retraites, l'éducation de nos enfants et l'aide à l'Ukraine. Tout est une question de priorités. Or, pour paraphraser, le général de Gaulle, la première raison d'être d'un État est d'assurer la défense de ses concitoyens. Aujourd'hui notre défense commence en Ukraine. À défaut de mourir pour Dantzig, nos aînés sont morts pour Dunkerque. Évitons de commettre la même erreur.

Admettre que l'Amérique n'est plus notre allié indéfectible

Par ailleurs, il faut bien admettre, en le regrettant, que notre principal allié – les États-Unis d'Amérique – n'est plus vraiment notre allié et qu'il cherche par tous les moyens à nous imposer sa loi. Certes ils n'abandonneront pas l'Alliance atlantique, d'abord parce que cela nécessiterait un vote du Congrès qui semble loin d'être acquis, mais aussi parce que ce n'est pas dans leur intérêt bien compris. L'industrie de défense américaine est la principale bénéficiaire de l'Alliance atlantique, et les États-Unis disposent d'une trentaine de grandes bases permanentes en Europe, dont la quasi-totalité sur le territoire de l'Union, Allemagne en tête. Au lieu de devoir payer pour leur utilisation, ce sont les Européens qui paient pour le maintien de ces bases sous la forme de mise à disposition de terrains ou d'installations fournies gratuitement ou à loyer réduit, d'exonérations d'impôts et de taxes, de services en nature et d'infrastructure financés par les contribuables européens.

L'intérêt objectif des dirigeants américains est de maintenir une alliance formelle, ni vraiment morte, ni vraiment vivante, qui empêche *de facto* toute émergence d'une autonomie stratégique européenne, mais tout en se dégageant le plus possible des garanties qu'ils sont censés apporter aux Européens en cas de conflit. L'idée selon laquelle il n'y a aucune raison que les États-Unis financent la défense des riches Européens est désormais trop installée dans le débat politique américain pour qu'il y ait un retour en arrière. Le génie était dans la bouteille depuis le début. Il en est sorti et n'y rentrera plus.

Entrer de plain-pied dans la contre-hybridité et continuer à aider l'Ukraine

La première chose à faire est de se donner les moyens d'identifier l'agresseur à chaque opération hybride afin de faire tomber les masques. Dans la guerre hybride, l'enquêteur devient aussi important que le soldat.

La seconde est de faire payer un prix à l'agresseur, même si ce prix ne semble pas en rapport avec l'agression. C'est ce qu'a fait le gouvernement allemand après l'attentat de Leipzig : attribution à la Russie et fans la foulée fermeture du consulat russe de Bonn - le dernier sur le territoire allemand - et du centre culturel russe de Berlin - proposition d'inscrire de nouvelles personnes de nationalité russe sur les listes de sanctions européennes et renforcement de la pression sur la « flotte fantôme » russe. Mais il faut aller plus loin. Pour chaque attaque hybride sur le territoire européen ou ciblant les intérêts européens, les Européens doivent accroître leur aide à l'Ukraine qu'elle soit financière ou militaire et répliquer par une attaque hybride symétrique. Par exemple, pour chaque attaque cyber, il faut développer une attaque cyber de même envergure.

Il est indispensable de faire comprendre à Poutine qu'il ne peut plus parier sur nos inactions et que chaque attaque aura un coût élevé, comme par exemple ralentir le passage des navires de sa flotte fantôme dans la Baltique ou en Méditerranée et que chaque action cinétique, comme la violation de notre espace aérien, provoquera en retour une action cinétique appropriée.

Par ailleurs, la contre-hybridité suppose d'influencer la société russe. Certes, celle-ci semble ensorcelée et endormie par la propagande du régime[13], mais néanmoins elle s'informe de ce qui se passe en Europe et un certain degré de porosité existe. Or, il semble possible, à travers la diaspora russe exilée en Europe, de faire passer des messages afin de contrebalancer le narratif gouvernemental monolithique et d'introduire, à notre tour, sinon des failles du moins des fissures sous forme d'interrogations.

Aider l'Ukraine n'est pas un choix. C'est une nécessité. D'autant que les économies européennes sont certainement moins sous pression que l'économie russe. Les sanctions européennes agissent comme un poison lent. Pour autant elles comportent encore trop de trous dans la raquette et les missiles russes lancés sur l'Ukraine sont truffés d'équipements occidentaux passés en contrebande par les pays alliés de la Russie. Un embargo sur certains de ces pays, tels que le Kazakhstan devrait être mis en place.

[13] Jana Kobzová et Kadri Liik, « Bewitched Sleep: Russians' Views on Ukraine and the World », European Council on Foreign Relations, octobre 2026, https://ecfr.eu/publication/bewitched-sleep-russians-views-on-ukraine-and-the-world/.

Toute la question est de savoir qui perdrait le plus si le conflit perdurait : l'Europe ou la Russie ? Poutine ne s'arrêtera que là où nous l'arrêterons : par la faillite de son économie.

CONCLUSION

Le vieil adage romain selon lequel si on veut éviter la paix il faut se préparer à la guerre n'a jamais été davantage d'actualité pour nous, Européens. Oui, nous sommes en guerre avec la Russie et il est à craindre que Poutine ne cédera ni aux sanctions européennes, ni aux souffrances de sa population et encore moins aux demandes amicales de Donald Trump. Mis sous pression par les forces radicales qu'il a lui-même déclenchées, il est homme à prendre tous les risques pour en finir une bonne fois pour toutes, y compris celui de s'emparer d'un territoire européen.

Dans ces conditions, il est impératif de se préparer sans délai à la guerre ouverte, pour justement ne pas avoir à la mener et d'étudier toutes les options, y compris celle de l'escalade nucléaire. Pour ce faire, il faut tirer tous les enseignements militaires de la guerre qui se déroule en Ukraine et ne pas investir des sommes extravagantes et que nous n'avons plus dans des équipements dispendieux et obsolètes. Il faut au contraire hybrider notre industrie de défense avec l'industrie ukrainienne, leur apporter nos savoir-faire et nos capacités critiques en échange de leur innovation et de leurs capacités de production.

Mais il importe par-dessus tout de gommer de notre vocabulaire ce terme de « guerre hybride », qui autorise toutes les interprétations, y compris le déni. Ne nous enfermons pas dans des querelles byzantines : qu'elle soit psychologique, informationnelle, cyber, hybride, secrète ou sous le seuil, une guerre est une guerre et doit être appelée par son nom. Il faut nommer les démons pour les exorciser.

L'expertise stratégique en toute indépendance

PROGRAMME
EUROPE, UNION EUROPÉENNE, OTAN

IRIS
INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France
+ 33 (0) 1 53 27 60 60
contact@iris-france.org

iris-france.org

L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.